



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 249
(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

Présentation

Présenté par
M. Jean-Pierre Bélisle
Député de Mille-Îles



Éditeur officiel du Québec
1987

Projet de loi 249

(Privé)

Loi modifiant la charte de la Ville de Laval

ATTENDU que la Ville de Laval a intérêt à ce que sa charte et les lois qui la modifient soient de nouveau modifiées et que certains pouvoirs lui soient octroyés;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 13 de la Loi modifiant la charte de la Ville de Laval (1978, chapitre 112), remplacé par l'article 3 du chapitre 89 des lois de 1984, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

« **13.** La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble ou partie d'immeuble, appartenant à un ou plusieurs propriétaires, dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière, d'habitation ou d'agriculture et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble désuet ou dont l'occupation est nocive. »;

2° par le remplacement du deuxième alinéa par les suivants:

« La ville est autorisée à détenir, louer et administrer un immeuble acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager cet immeuble, y installer les services publics nécessaires. Elle peut également l'aliéner, aux conditions qu'elle détermine, conformément à la loi qui la régit, pourvu que le prix d'aliénation soit suffisant pour

couvrir les dépenses engagées à son égard, auquel cas l'aliénation est censée faite à titre onéreux.

La ville est autorisée à construire sur tout immeuble acquis en vertu du premier alinéa un bâtiment pour fins publiques et gouvernementales ou destiné à être utilisé par un organisme sans but lucratif et à le louer pour ces fins. Elle peut aussi aliéner cet immeuble, construit ou non, pour un montant inférieur à celui des dépenses engagées à l'égard de cet immeuble ou à titre gratuit en faveur du gouvernement, de l'un de ses ministres ou organismes, d'une commission scolaire, de son office municipal d'habitation ou d'un autre organisme à but non lucratif.

Aux fins du présent article, la ville peut, préalablement à l'acquisition d'un immeuble ou partie d'immeuble, qu'elle soit de gré à gré ou par expropriation, s'entendre sur les modalités et conditions de revente avec toute personne intéressée à se porter acquéreur de cet immeuble. Tout projet d'acquisition, de gré à gré ou par voie d'expropriation, peut, dans son ensemble, ne viser qu'un seul immeuble ou partie d'immeuble dont le droit de propriété n'est détenu que par une seule personne.»;

3° par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Dans le cas d'une aliénation par bail emphytéotique, le prix d'aliénation correspond au total des redevances annuelles, de la valeur des améliorations à être faites par le preneur et des charges à être assumées par ce dernier; de plus, ce prix doit être suffisant pour couvrir le coût de l'acquisition de l'immeuble concerné, le coût des services et des dépenses ou frais afférents, ainsi que toutes les dépenses relatives à cet immeuble, y compris, le cas échéant, celles encourues pour la construction, la restauration, la démolition et le transport. L'aliénation est alors censée faite à titre onéreux.»;

4° par le remplacement du cinquième alinéa par le suivant:

«La ville est autorisée à exercer le pouvoir prévu au deuxième alinéa pour des fins d'habitation, d'agriculture, d'éducation, de recherche, de loisirs, de récréation et autres fins accessoires.».

2. L'article 28 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par le remplacement du sous-paragraphe 2° du paragraphe 1 par le suivant:

«2° Acquérir pour des fins de sa compétence des biens meubles et immeubles, même par copropriété divise et indivise, par achat, donation, legs ou autrement;».

3. L'article 51a de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193), édicté pour la Ville de Laval par l'article 12 du chapitre 89 des lois de 1965 (1^{re} session), modifié par l'article 4 du chapitre 96 des lois de 1968 et par l'article 1 du chapitre 112 des lois de 1978, est de nouveau modifié par le remplacement du paragraphe 16 par le suivant:

« 16. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité exécutif et par le greffier ou par le ou les assistants-greffiers. Le président peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité exécutif à signer les contrats à sa place. Les contrats peuvent également être signés par toute autre personne ayant reçu une délégation du conseil par règlement adopté en vertu de l'article 477.2 de la Loi sur les cités et villes. ».

4. L'article 412 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) est modifié pour la ville par le remplacement des paragraphes 20° et 20.1° par les suivants:

« 20° Pour décréter que dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique:

a) tout agent de police ou constable ou, dans le cas de contravention à un règlement municipal relatif au stationnement, tout agent spécial peut remplir, sur les lieux de l'infraction, un billet de contravention qui en indique la nature, en remettre une copie au contrevenant ou la déposer dans ou sur un endroit apparent du véhicule et rapporter l'original au service de police;

b) tout agent de police ou constable peut également, s'il ne s'agit pas d'une infraction de stationnement, remplir sur les lieux un billet d'assignation et en remettre une copie au contrevenant, ce qui en constitue une signification légale.

Une autre copie doit en être remise au greffier de la Cour municipale dans les quarante-huit heures qui suivent.

Le jour fixé pour la comparution, à moins qu'un paiement libératoire n'ait été effectué, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document, qui constitue une sommation dûment autorisée et signifiée, au sens de la Loi sur les poursuites sommaires (L.R.Q., chapitre P-15), et rapportable à la date fixée.

Les dispositions du présent article n'empêchent pas l'agent de police, le constable ou l'agent spécial de porter une plainte ou de faire émettre une sommation contre un contrevenant, en la manière ordinaire, s'il le juge à propos.

Tout agent de police, constable ou agent spécial peut déplacer ou faire déplacer, au moyen d'un véhicule de service ou remorque, tout véhicule stationné en contravention d'une ordonnance ou d'un règlement de circulation.

Le billet de contravention, le billet d'assignation ou la sommation doit faire mention de ce déplacement et la ville perçoit de celui qui se présente à tout endroit désigné sur le billet pour payer l'amende tel que prévu au présent article, ou qui plaide coupable ou est trouvé coupable sur la plainte portée contre lui en vertu du présente article, une somme additionnelle à être fixée par règlement à titre de frais de déplacement ou de remorquage et de remisage;

«20.1° Pour décréter que toute personne à qui un avis ou billet de contravention, un billet d'assignation ou une sommation a été envoyé ou signifié pour une infraction à une disposition d'un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique, peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant, à titre d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le comité exécutif, la somme fixée par le conseil et indiquée sur le document qui lui est remis. Ce paiement n'est toutefois libératoire que pour une première infraction dans une période de douze mois, sauf dans les cas relatifs au stationnement.

Si la somme indiquée sur un billet de contravention n'est pas payée dans le délai stipulé, la ville peut envoyer par la poste à l'adresse donnée par le contrevenant lors de la commission de l'infraction, ou à l'adresse donnée par lui à la Régie de l'assurance automobile du Québec, un avis préliminaire de poursuite, qui lui permet de se libérer par le paiement, dans le délai imparti, du montant de l'amende et d'une somme pour les frais de deux dollars ou d'un autre montant que le conseil peut déterminer.

Après le paiement dont il est question au premier alinéa ou au deuxième alinéa, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions de paiement libératoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée. S'il ne le fait pas, il peut être condamné par le juge ou par le greffier sous l'autorité du juge en chef de la Cour municipale pour l'infraction décrite au billet d'assignation ou à la sommation, sans qu'il soit nécessaire de faire preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination.

Au cas de récidive, le paiement d'un billet d'assignation ou d'une sommation portant le même nom de contrevenant et le même numéro d'immatriculation du véhicule fait preuve *prima facie* de la condamnation antérieure de l'inculpé, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet de contravention ou un avis préliminaire de poursuite;

«20.2° Pour décréter que lorsqu'un agent de police ou constable constate une infraction à une disposition d'un règlement municipal relatif à la circulation, au stationnement ou à la sécurité publique et qu'il a des motifs raisonnables de croire que le contrevenant se soustraira à la justice, il peut exiger du contrevenant un cautionnement égal au montant de l'amende minimum prévue.

Si le contrevenant refuse ou ne peut fournir le cautionnement, l'agent de police ou constable peut faire remiser le véhicule jusqu'à ce qu'un juge de la Cour municipale, sur requête du contrevenant ou de l'agent de police ou constable, en autorise la remise avec ou sans cautionnement. Cette requête est instruite et jugée d'urgence.

Toutefois, dès que le montant de l'amende minimum prévue pour l'infraction reprochée ainsi que celui des frais occasionnés, y compris ceux du remorquage et du remisage du véhicule, ont été payés, le contrevenant est autorisé à reprendre possession du véhicule.

Le cautionnement doit être transmis au greffier de la Cour municipale en même temps que la copie du billet d'assignation;

«20.3° Pour créer la fonction d'agent spécial pour les fins du paragraphe 20° dans les cas de violation d'un règlement relatif au stationnement.

Dans l'exercice de leurs fonctions et pour les fins seulement du premier alinéa, ces agents spéciaux jouissent de tous les pouvoirs et immunités des constables ou agents de police de la ville.

Ils doivent, avant d'entrer en fonction, prêter serment devant un juge de la Cour municipale de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge.

Le conseil peut aussi leur confier par règlement la fonction de constater si sont appliqués les règlements autres que ceux concernant la circulation, la paix, l'ordre public, la décence et les bonnes moeurs; ».

5. L'article 415 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, à la fin du paragraphe 17°, de ce qui suit :

« Pour installer tous fils conducteurs, tuyaux et conduits sous terre aux endroits décidés par le conseil, auquel cas l'article 487 s'applique. ».

6. L'article 460 de cette loi est modifié pour la ville par l'addition, après le paragraphe 22°, des suivants :

« 23° Pour réglementer les boutiques où l'on vend ou offre en vente des marchandises à caractère érotique.

« 24° Pour réglementer les salons de massage ;

« 25° Pour réglementer les salons de bronzage ;

« 26° Pour réglementer les agences d'escorte ;

« 27° Pour réglementer les agences de rencontre ;

« 28° Pour réglementer les agences de danseurs et danseuses ;

« 29° Pour réglementer les établissements où se donne des spectacles de danseurs et danseuses nus. ».

7. Malgré l'article 573.4, le paragraphe 1° de l'article 573 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du chiffre « 25 000 \$ » par le chiffre « 50 000 \$ ».

8. Malgré l'article 573.4, l'article 573.1 de cette loi est modifié pour la ville par le remplacement du chiffre « 5 000 \$ » par le chiffre « 15 000 \$ » et le chiffre « 25 000 \$ » par le chiffre « 50 000 \$ ».

9. L'article 626 de cette loi est remplacé pour la ville par le suivant :

« 626. Les procédures relatives à chaque cause ou plainte portée devant la cour sont enregistrées chaque jour de la manière déterminée par résolution du comité exécutif.

Il n'est pas nécessaire d'enregistrer au long les procédures, jugements et condamnations de la cour ; il suffit d'indiquer le nom du défendeur et la nature de la dette ou de l'offense, ainsi que la date et le dispositif du jugement.

Ces inscriptions peuvent aussi être faites avec la même valeur, sur la plainte ou l'assignation. ».

10. L'article 627 de cette loi est remplacé pour la ville par le suivant :

« **627.** Toute assignation et tout ordre, bref ou mandat de quelque nature que ce soit, émis par la cour, le sont au nom de Sa Majesté, ses héritiers ou successeurs.

Les assignations, les mandats d'emprisonnement et les brefs de saisie-exécution, ainsi que tous les avis émanant de la Cour municipale dont l'envoi est requis par une loi ou un règlement, portent la signature du juge ou du greffier. Cette signature peut être apposée par tout mode approuvé par règlement du conseil.

Les mandats d'arrestation et les mandats de perquisition portent la signature manuscrite du juge. ».

11. L'article 628 de cette loi est remplacé pour la ville par les suivants :

« **628.** Lorsqu'une personne est accusée d'une infraction contre les dispositions de la présente loi, ou de la charte, ou d'un des règlements du conseil, elle peut être sommée par un bref de sommation à comparaître devant la cour pour répondre à la plainte, qui doit être énoncée d'une manière claire et précise dans le bref.

Ce bref est signifié au défendeur par un huissier ou un constable ; cette signification, dans les cas de contravention au Code de la sécurité routière, à la présente loi ou à un règlement du conseil, peut également être valablement faite en étant adressé, par courrier recommandé ou certifié avec avis de réception ou de livraison à l'adresse qu'il a donnée à la Régie de l'assurance automobile du Québec.

Cependant, lorsqu'il s'agit d'une infraction punissable d'amende ou d'emprisonnement en vertu de la loi ou d'un règlement, il est permis de procéder contre le défendeur, soit par un bref, comme susdit, soit par un mandat d'arrestation émis par le juge municipal sur affidavit reçu devant lui ou, dans le cas des règlements municipaux seulement, soit par un billet d'assignation émis par un agent de police ; une copie est remise au défendeur, ce qui en constitue une signification légale.

Une autre copie doit être remise au greffier de la Cour municipale dans les quarante-huit heures qui suivent.

En la recevant, le greffier ouvre un dossier et y dépose ce document, qui constitue alors une sommation dûment autorisée et signifiée au sens de la Loi sur les poursuites sommaires et rapportable à la date fixée dans l'avis.

Ce billet d'assignation consiste en un document préparé en triplicata, sous la signature de l'agent de police qui a constaté l'infraction.

Il doit contenir:

- a) les nom, prénom et l'adresse du contrevenant;
- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;
- c) un ordre au contrevenant de comparaître devant la Cour municipale à l'heure et la date indiquées sur ce billet par l'agent;
- d) une attestation de l'agent de police qu'il a remis le billet au contrevenant.

«**628.1** L'agent qui constate une infraction à un règlement de la ville autre que ceux visés aux paragraphes 20° et 20.1° de l'article 412 peut, en lieu et place d'un billet d'assignation, émettre au contrevenant un billet de contravention.

Ce billet de contravention consiste en un document préparé en triplicata, sous la signature de l'agent de police qui a constaté l'infraction.

Il doit contenir:

- a) les nom, prénom et adresse du contrevenant;
- b) la nature, la date, l'heure et le lieu de l'infraction;
- c) une attestation de l'agent de police qu'il a remis une copie du billet au contrevenant.

La remise d'une copie du billet au contrevenant peut s'effectuer soit à lui-même, soit à une personne raisonnable habitant sa résidence ou en charge de sa place d'affaires, soit en la déposant dans un endroit destiné à recevoir son courrier.

«**628.2** Toute personne à qui un billet d'assignation, un billet de contravention ou une sommation a été remis peut se libérer de toute peine se rapportant à cette infraction en payant, à titre d'amende et de frais, à l'endroit et dans le délai prescrits par le comité exécutif, la somme fixée par le conseil et indiquée sur le document qui lui est remis ou envoyé.

Ce paiement n'est toutefois libératoire que pour une première infraction dans une période de douze mois.

Après un paiement libératoire, le contrevenant doit être considéré comme ayant été trouvé coupable de l'infraction.

Au cas de récidive, le paiement d'un billet d'assignation ou de contravention ou d'une sommation portant le même nom de contrevenant et la même adresse fait preuve *prima facie* de la condamnation antérieure de l'inculpé, sans qu'il soit nécessaire d'en établir l'identité.

Le contrevenant poursuivi par voie de sommation ne peut, en aucun cas, invoquer qu'il n'a pas reçu un billet d'assignation ou un billet de contravention.

Pour l'émission d'un bref de sommation à la suite d'un billet de contravention, le dépôt d'une plainte n'est pas requis et le bref peut être émis sur information transmise de la manière déterminée par le comité exécutif.

Si le contrevenant qui a reçu un billet d'assignation ou une sommation ne se prévaut pas des dispositions du paiement libératoire, les procédures sont continuées et il doit comparaître à la cour, à la date indiquée.

Chaque fois qu'un contrevenant fait défaut de comparaître sur billet d'assignation ou sommation, le juge ou le greffier sous l'autorité du juge en chef peut le condamner pour l'infraction décrite au billet ou à la sommation sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve de l'infraction, de la signature de l'agent ou de sa nomination.

« **628.3** Aux fins de l'émission d'un billet d'assignation ou de contravention, le directeur d'un service de la ville peut, avec l'autorisation du comité exécutif, exercer lui-même, ou conférer à tout employé de son service qui a la responsabilité d'un règlement à l'égard duquel un billet d'assignation ou de contravention pourrait être émis, l'exercice de tous les pouvoirs et devoirs attribués à l'agent de police par les articles 628 et 628.1.

Les dispositions du présent article n'empêchent pas l'agent de police, le directeur d'un service ou le fonctionnaire qu'il désigne de porter une plainte ou de faire émettre une sommation contre un contrevenant, en la manière ordinaire, s'il le juge à propos. ».

12. L'article 629 de cette loi est remplacé pour la ville par le suivant:

« **629.** La signification de toute pièce de procédure émise par la Cour municipale, un juge ou le greffier s'effectue par la remise d'une copie de cette pièce par un huissier à son destinataire, où qu'il se trouve,

à une personne raisonnable habitant sa résidence ou ayant la garde de sa place d'affaires.

Une telle signification peut également être effectuée par envoi postal de la copie de cette pièce de procédure, sous pli recommandé ou certifié avec avis de réception ou de livraison.

La signification est réputée avoir été faite à la date où a été signé l'avis de réception ou de livraison.

Lorsque la signification ne peut s'effectuer d'aucune de ces manières, le juge peut, sur rapport du huissier à qui elle est confiée ou sur rapport du greffier de la cour, prescrire tout autre mode de signification qu'il considère convenable. ».

13. Cette loi est modifiée pour la ville par l'insertion, après l'article 651, du suivant:

«**651.1** Le greffier de la Cour peut, en l'absence du juge de la Cour municipale, procéder à l'ajournement des causes apparaissant sur le rôle de la Cour, conformément à la loi. Chaque fois que la signature du greffier ou de l'assistant-greffier de la Cour municipale est requise légalement, son nom peut être gravé, lithographié ou imprimé. Toutefois, les mandats d'arrestation ou de perquisition doivent porter la signature manuscrite du juge. ».

14. Le conseil peut autoriser, par résolution, la destruction des dossiers de la Cour municipale terminés depuis plus de cinq ans relatifs à des infractions aux lois du Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville.

15. Le conseil peut, par règlement, créer un fonds de réserve aux fins de financer son programme d'auto-assurance, devant correspondre à au moins 0,5 % des revenus prévus à chaque budget annuel. À cet effet, le règlement approprié, à même les revenus prévus au budget, un montant annuel suffisant pour que cette réserve, au début de chaque année financière, soit au moins égale à 0,5 % du budget annuel prévu; toute réaffectation à d'autres fins de ces sommes ainsi appropriées ne peut être effectuée que sur règlement spécial à cet effet, approuvé par le ministre des Affaires municipales.

16. L'article 264 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifié pour la Ville de Laval par le remplacement dans le deuxième alinéa de ce qui précède le paragraphe 1° par ce qui suit:

« À l'exception de l'article 170 et de l'article 204, tel que ce dernier existait avant d'être remplacé par l'article 24 de la Loi modifiant diverses dispositions législatives (1984, chapitre 27), la présente loi s'applique en l'adaptant à la Ville de Laval avec les ajustements suivants: ».

17. L'article 1 a effet depuis le 22 décembre 1978.

Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 24 septembre 1987.

18. L'article 16 a effet depuis le 18 mars 1981.

Le présent article n'affecte pas une cause pendante, une décision ou un jugement rendu au 24 septembre 1987.

19. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).